

Auteur - Industrie Canada

Date de diffusion - 2000-01-27

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES ANTILLES — BONNES ET MAUVAISES NOUVELLES ÉCONOMIQUES

En 1997, selon les <u>Nations Unies</u>, la population de la région de l'Amérique latine et des Antilles s'élève a environ 474 millions, soit un peu moins de 8 p. 100 de la population mondiale. La région compour environ 8,5 p. 100 de la production mondiale. Même s'il n'existe aucune mesure e du niveau de vie d'un pays, le produit intérieur brut (PIB) par habitant constitue un bon baromètre. Selon les données de la <u>Banque inter américaine de développement</u>, en 1998, le niveau de vie de la région varie de 214 \$US en <u>Haïti</u> et 491 \$ US au <u>Nicaragua</u> (en anglais seulement) à 6 512 \$US en <u>Argentine</u>, 7 092 \$US à la <u>Barbade</u> (en anglais seulement) et 11 694 \$US aux <u>Bahamas</u>. Ces chiffres illustrent les écarts qui existent dans la région au chapitro u développement économique; les affirmations générales concernant la région peuvent donc ne pas reflèter avec exactitude la situation économique sous-jacente dans un pays donné.

Au moment où les années 90 tirent à leur fin, les perspectives économiques de l'Amérique latine et des Antilles sont plus prometteuses que celles du début de la décennie. Au cours de cette période, d'importants changements sont survenus en ce qui concerne les stratégies de développement économique dans la plupart des pays de la région. Presque tous les États ont abandonné le modèle protectionniste axé sur les succédanés de produits importés préconisé au cours des années 50. Le rôle économique de l'État a été réduit et on a favorisé une participation plus importante des entreprises privées. La tendance à la démocratisation au cours des années 90 a permis de renforcer le mouvement vers des économies davantage axées sur le marché. Même si ces efforts visant l'établissement d'économies ouvertes et axées sur le marché au cours des années 90 ont favorisé la reprise de la croissance économique après la stagnation de la décennie précédente, cela ne représente que le début d'un long et difficile processus visant à poser les fondements économiques nécessaires au relèvement du niveau de vie dans la région.

1998: UNE ANNÉE DÉPRIMANTE

La région de l'Amérique latine et des Antilles a connu une année difficile en 1998, en grande partie à cause de chocs externes. La région a continué à subir les effets économiques négatifs de la crise <u>asiatique</u> qui est survenue au milieu de 1997 et qui a été accompagnée d'un ralentissement de l'activité économique mondiale. Ce ralentissement de l'activité économique a entraîné une chute dramatique de la valeur des exportations de la région en raison de la baisse draconienne des prix des marchandises, une des composantes importantes de ses exportations. Le coup le plus dur pour la région est survenu avec la crise <u>russe</u> en août 1998. À cause de la situation en <u>Russie</u> (en anglais seulement), les marchés financiers internationaux ont bloqué l'accès de la région au crédit au moment où les bailleurs de fonds internationaux ont qualifié toutes les économies en émergence de pays à risque sans vérifier si les bases justifiaient cette évaluation. De plus, certaines institutions financières ont subi d'importantes pertes en raison de leur lien avec la <u>Russie</u>, (en anglais seulement)ce qui a entraîné un retrait des prêts consentis à la région par ces bailleurs de fonds.

Au moment même où l'Amérique latine et les Antilles faisaient les frais d'une demande

décroissante, de nombreux pays ont subi des chocs négatifs au chapitre de l'approvisionnement. Au cours de 1998, la région a subi une série de désastres naturels. Des tempêtes imputées à El Niño (en anglais seulement) ont très durement frappé certaines parties de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, en particulier <u>l'Équateur</u> (en anglais seulement) et le Pérou (en anglais seulement). Ces tempêtes ont ralenti surtout l'agriculture et la pêche dans ces deux pays. Au cours des deux derniers mois de 1998, les ouragans George et Mitch ont dévasté la <u>République dominicaine</u>, (en anglais seulement) le Honduras et <u>le Nicaragua</u>, (en anglais seulement) et endommagé gravement d'autres pays voisins 1. Outre qu'elles ont endommagé les récoltes et causé des souffrances humaines sur une large échelle, ces tempêtes ont également endommagé l'infrastructure des pays. Les conséquences négatives complètes des dommages causés à l'infrastructure ne sont apparus évidents qu'au cours de 1999 quand l'interruption des liens d'approvisionnement a dévasté de nombreuses entreprises et fermes.

En dépit de ces bouleversements, l'économie de l'Amérique latine et des Antilles s'est assez bien tirée d'affaire, comme en témoignent les chiffres annuels. Le PIB de la région a crû de 2,3 p. 100 en 1998 par rapport à 5,2 p. 100 en 1997. Même si le taux de croissance a considérablement ralenti, il est demeuré supérieur à l'expansion de 2 p. 100 qu'a connue l'économie mondiale. Toutefois, les chiffres annuels cachent le fait que les problèmes économiques de la région se sont intensifiés à la fin de 1998 et que de nombreux pays ont connu une réduction de production au cours du dernier trimestre.

EMBELLIE EN 1999

Au début de 1999, on prévoyait que la léthargie de la fin de 1998 dans la région de l'Amérique latine et des Antilles allait s'aggraver. Ce sentiment est devenu très fort quand le <u>Brésil</u> (en anglais seulement) a abandonné son taux de change à ajustement fréquent à la mi-janvier 1999. On craignait que le flottement du réal brésilien et la chute de valeur de 40 p. 100 qui a suivi déstabiliseraient davantage la région, en particulier les pays voisins, et ajouteraient un autre épisode à la crise financière mondiale qui a débuté au milieu de 1997. Toutefois, la crise financière ne s'est pas matérialisée dans la région. La dévaluation du réal n'a pas entraîné de dévaluation semblable chez les autres intervenants régionaux même s'il continue d'y avoir des pressions.

Les principales économies de la région se sont mieux comportées que prévu au début de 1999. La discipline continue en matière de politique dont ont fait preuve les principales économies de la région a augmenté la capacité de récupération et a ramené la confiance des investisseurs plus rapidement qu'à l'occasion des ralentissements précédents. L'économie mondiale a connu une croissance plus grande que prévu en raison d'un plus grand dynamisme en <u>Asie</u>. Ce rendement supérieur a raffermi le prix des marchandises qui représentent une partie importante de l'activité économique de l'Amérique latine et des Antilles. On prévoit que le <u>Brésil</u>, qui représente environ un tiers de l'activité économique de la région, ne connaîtra qu'un ralentissement de 1 p. 100 en 1999 par rapport à un ralentissement prévu de 4 à 5 p. 100 au début de 1999.

En dépit de ces bonnes nouvelles, on prévoit que le PIB de la région demeurera constant en 1999 même si un faible ralentissement est toujours possible. Si la production fléchit, cela constituerait un premier ralentissement annuel au cours des années 90. Même si la production globale de 1999 ne bougera vraisemblablement pas, il semble qu'un redressement s'amorce à mesure qu'on approche de la fin de l'année. La croissance économique annuelle reprendra probablement en 2000, mais elle demeure toujours inférieu, au potentiel de la région. Le redressement demeure assujetti à des risques négatifs importants en raison des difficultés politiques importantes qui demeurent, qu'il s'agisse de l'incertitude quant à l'orientation de la politique économique en raison des nombreuses élections nationales à venir ou de la possibilité d'une nouvelle crise financière.

AUGMENTATION DES ÉCARTS RÉGIONAUX

Dans une région aussi vaste et diversifiée que l'Amérique latine et les Antilles, le rendement de l'économie a connu des écarts importants entre les différentes parties de la région. En 1998 et 1999, il y avait un écart très marqué entre l'Amérique du Sud et le reste de la région. Au cours de cette période, les taux de croissance de l'Amérique du Sud ont stagné. Les exportations ont connu une chute importante, surtout au Chili (en anglais et espagnol seulement) et au Pérou, (en anglais seulement)étant donné qu'ils dépendent beaucoup des ventes à l'Asie, qui ont connu une forte baisse. De plus, le fort ralentissement du Brésil (en anglais seulement)au cours du deuxième semestre de l'année dernière a eu de graves répercussions, en particulier pour les pays du Mercosur (en anglais seulement). Par contre, la proximité du Mexique, (en anglais seulement) des Antilles et de l'Amérique centrale des États-Unis (en anglais seulement)leur a permis de profiter de taux de croissance plus élevés en raison de la force de l'économie américaine.

BEAUCOUP DE CHEMIN À PARCOURIR

Au moment où les perspectives en ce qui concerne les pays de l'Amérique latine sont plus optimistes par rapport à celles de la fin des années 80, il faut mettre cette nouvelle réalité en perspective et reconnaître que la région a de nombreux obstacles à surmonter. Même si d'énormes progrès ont été réalisés au chapitre de la démocratisation et des réformes du marché, ces économies en sont encore aux premières étapes de leur développement et peuvent être plus fragiles que dans certaines autres parties du monde. Par exemple, si les inégalités de revenu demeurent élevees ou que le chômage croît, l'ensemble de la population pourrait être mécontente des réformes du marché². Un mécontentement général pourrait faire dérailler, au moins temporairement, les efforts de réforme ou amener les gouvernements à diluer les mesures afin d'atténuer leurs incidences négatives. Un autre domaine qui pose problème a trait à la capacité des organismes de réglementation de superviser de façon adéquate les activités du secteur privé. Même si les programmes de privatisation ont remis un pourcentage plus important des marchandises de la région entre les mains du secteur privé, les institutions étatiques nécessaires à la réglementation de l'activité du secteur privé n'ont pas été mises sur pied au même rythme.

La plupart des économies restent vulnérables aux fluctuations actuelles. Les économies de la région demeurent dépendantes des marchandises, en particulier dans le cas des exportations, qui sont très susceptibles de connaître des fluctuations de prix. Le <u>Mexique</u> (en anglais seulement) a commencé à se sortir de sa dépendance envers les marchandises parce que la mise en oeuvre de <u>l'ALENA</u> a favorisé le développement d'un secteur manufacturier techniquement plus avancé. Le succès remporté par le Mexique n'a fait que renforcer la conviction du reste des pays de l'Amérique latine et des Antilles qu'ils doivent avoir un meilleur accès aux marchés développés pour stimuler le développement d'une structure industrielle plus efficiente et plus compétitive sur le plan international.

| Taux de croissance annuels réels du PIB | | | | | | |
|---|------|------|------|---------|-------|--|
| Pays | 1996 | 1997 | 1998 | 1991-98 | 1999p | |
| Argentine | 4,4 | 8.0 | 4,9 | 5,8 | -3,0 | |
| Brésil | 2,9 | 3,8 | 0,2 | 2,8 | -1,0 | |
| Chili | 6,9 | 7,0 | 3,1 | 7,0 | -0,4 | |
| Colombie | 2,1 | 1,5 | 0,7 | 3,2 | 0,0 | |
| République dominicaine | 6,8 | 7.1 | 6,0 | 4,7 | 7,0 | |
| Guatemala | 3,0 | 4,3 | 5.0 | 4,3 | 3,9 | |
| Flaïti | 2,8 | 1,5 | 3,2 | -1,7 | | |
| Mexique | 5,2 | 6,8 | 4,9 | 3,0 | 3,0 | |
| Pérou | 2,3 | 8,6 | 0,1 | 5,0 | | |
| Venezuela | -0,4 | 6,6 | -0,2 | 3,1 | -7,6 | |
| PAL | 3,6 | 5.4 | 2,3 | 3,6 | 0,1 | |

| | Taux de croissance | PIB par habitant — |
|------|---------------------|--------------------|
| Pays | par habitant — prix | prix constants de |
| | constants de 1995 | 1990 |

| | 1991-1998 | 1997 |
|------------------------|-----------|----------|
| Argentine | 4 4 | 6 512 \$ |
| Brésil | 1,3 | 3 239 \$ |
| Chili | 5 3 | 3 957 \$ |
| Colombie | 1.3 | 1 738 \$ |
| République dominicaine | 2.8 | 1 057 \$ |
| Guatemala | 1.6 | 990 \$ |
| Haïti | -3,5 | 214 \$ |
| Mexique | 1.2 | 3 347 \$ |
| Pérou | 3.1 | 2 209 \$ |
| Venezuela | 0.8 | 3 267 \$ |
| PAL | 1,8 | 3 025 \$ |

Sources : Banque interaméricaine de développement, comité économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Antilles ut le Fonds monétaire international

Liens intéressants pour obtenir des renseignements sur le marché et les entreprises :

Agence canadienne de développement international Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Société pour l'expansion des exportations

Documents connexes:

L'Amérique latine et les Antilles — Une meilleure santé financière

À venir

L'Amérique latine et les Antilles — Accroître les associations économiques étrangères L'Amérique latine et les Antilles — Liens avec les entreprises canadiennes

¹Pour obtenir une analyse plus complète, consultez un site de la Banque interaméricaine de développement intitulé <u>Reconstruction and Transformation of Central America</u> (en anglais seulement). De plus, <u>l'Agence canadienne de développement international</u>, a également analysé les dommages et les programmes d'aide du Canada.

²Pour une analyse complète de la répartition des revenus, voir <u>Facing up to Inequality in Latin America</u> (en anglais seulement) par la Banque interaméricaine de développement...

Aide Quoi de neuf Carte du site Opinion Contexte English Haut de la page

Canada http://strategis.ic.gc.ca